



FONDATION DJIGUI LA GRANDE  
ESPERANCE



AMPLIFYCHANGE

**MISSION DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET D'APPUI A LA MISE EN  
ŒUVRE DE LA RESOLUTION A/RES/67/146/ DES NATIONS UNIES SUR  
L'INTENSIFICATION DE L'ACTION MONDIALE VISANT L'ELIMINATION DES  
MUTILATIONS GENITALES FEMININES**

**13-25 JUIN 2021**

SOKORO-OUANINOU-GBELEBAN



Village de Toutié dans la Sous-préfecture de Ouaninou

# RAPPORT

Abdoulaye TOU

Mamadou DOSSO

## **INTRODUCTION**

### **I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION**

Depuis le mois de janvier 2019, la Fondation Djigui exécute un projet dénommé « projet d'appui à la mise en œuvre de la résolution A/RES/67/146 de l'ONU visant l'élimination des MGF en Côte d'Ivoire » financé par AmplifyChange dans les régions du Folon, du Kabadougou et du Bafing. Cette première phase a permis de toucher une importante frange de la population des sites du projet en vue d'une prise de conscience face aux conséquences néfastes de la pratique des mutilations génitales féminines. Elle a permis d'avoir l'engagement de plusieurs chefs de communautés et de villages pour la promotion de l'abandon des mutilations génitales féminines.

Dans l'optique de passer à échelle, la Fondation Djigui bénéficie d'un second appui de AmplifyChange au titre de la phase 2 et qui prend en compte les départements de Ouaninou (Bafing), Gbéléban (Kabadougou) et la sous-préfecture de Sokoro (Folon /Minignan).

Après la présentation du projet et la formation des leaders communautaires sur les différents sites, les activités de sensibilisation des populations sont en cours. La présente mission vise à constater et apprécier le niveau de d'exécution de ces activités en vue de formuler des recommandations pour l'atteinte des objectifs du projet.

### **II. RAPPELS DES OBJECTIFS DE LA MISSION DE SUIVI**

#### **II.1 Objectif général**

Contribuer à améliorer la mise en œuvre des activités du projet.

#### **II.2 Objectifs spécifiques :**

- Apprécier la stratégie de mise en œuvre du projet et le niveau de réalisation des activités
- Sonder les effets produits par la mise en œuvre des activités sur les populations
- Faire des recommandations pour plus d'efficacité dans la mise en œuvre du projet.

### **III. APPROCHE METHODOLOGIQUE**

L'approche méthodologique a consisté à réaliser la revue du narratif du projet et des activités planifiées, à conduire des interviews individuelles et de groupes (Focus group) et à observer la mise en œuvre de certaines activités. Ces différentes sources d'informations et méthodes de collecte ont permis de réaliser la triangulation afin de s'assurer de la fiabilité des informations recueillies.

S'agissant de la revue du projet et des activités planifiées, l'équipe du suivi a examiné le plan de travail, les rapports d'activités, ainsi que les états financiers s'y rapportant.

En ce qui concerne les interviews individuelles et de groupes, elles ont été réalisées auprès des bénéficiaires directs des projets, les informateurs clés (points focaux, superviseurs locaux, les relais communautaires, les groupements de femmes, les moniteurs d'alphabétisation, les leaders traditionnels (Chefs de village, Chef de terre) et les autorités locales (Préfet, Sous-préfet et Chefs de cabinet de Préfecture, la police, les agents de santé, le centre social).

Plus précisément, l'équipe de suivi a eu des entretiens :

- à Sokoro (Sous-préfecture du département de Minignan, dans la région du Folon) avec les personnes suivantes : le Sous-préfet, le Médecin-chef du centre de santé, les Chefs de villages de Sokoro 1 et Sokoro 2, les associations de femmes de Sokoro 1 et Sokoro 2, les Imams de Sokoro 1 et Sokoro 2, les relais communautaires, les agents alphabétiseurs, le superviseur local et le point focal de la Fondation Djigui à Minignan.
- A Ouaninou avec le Chef de cabinet du Préfet, le Chef de Canton de la Région du Bafing, l'Imam, la présidente des femmes, les relais communautaires, une association de femmes, le superviseur local et le point focal de la Fondation Djigui à Touba.
- à Gbéléban avec le Préfet de département, le Chef de Cabinet du Préfet, le Commissaire de Police, le Directeur de l'Hôpital, la Directrice du centre social, le Chef de village, le Chef de terre, un groupement de femmes, les relais communautaires, les agents alphabétiseurs, le superviseur local et le point focal de la Fondation Djigui à Odienné.

Au niveau de l'observation, l'équipe de suivi a pu assister à 3 focus group respectivement à Sokoro, Ouaninou et Gbéléban et à une visite à domicile à Gbéléban.

L'équipe de suivi a visité 3 villages : le village de madina à Sokoro, celui de Toutié à Ouaninou et le village de Gbanhala à Gbéléban

#### **IV. PORTEE ET LIMITES**

L'équipe de suivi n'a pas visité tous les villages ciblés par les interventions du projet. Elle a eu des entretiens avec un nombre limité de bénéficiaires directs et indirects. Cependant, elle a examiné systématiquement les documents essentiels du projet notamment le plan de travail, les rapports d'activités disponibles.

L'équipe n'a donc pas la prétention de présenter une analyse exhaustive des progrès réalisés et des problèmes rencontrés par le projet. Mais, les entretiens organisés avec les superviseurs locaux, les points focaux et les relais communautaires ont permis de valider les constats et les conclusions de l'analyse des données et des informations recueillies à travers les visites de terrain et les interviews.

#### **V. CONSTATS REALISES**

L'examen du plan de travail, des rapports d'activités et les ressources budgétaires met en lumière un retard substantiel dans la mise en œuvre des activités. En effet, sur environ 340 activités de proximité prévues pour la première tranche (6 mois), à peine une dizaine a pu être réalisées. Aucune activité de masse n'a été réalisée. Ainsi :

- à Sokoro, on note 11 VAD réalisées, aucune sensibilisation de masse
- à Ouaninou, il y a quelques activités de VAD non rapportées et aucune sensibilisation de masse
- à Gbéléban, il y a une des VAD réalisées mais mal rapportées et aucune sensibilisation de masse.

Plusieurs raisons expliquent cette situation. Des entretiens et des focus groups, il ressort qu'il y a des causes communes à tous les sites comme il y a d'autres qui varient en fonction des sites. Des causes communes, on peut retenir :

- le mois de ramadan n'était pas propice à la mise en œuvre des activités du projet ;
- la mauvaise organisation des superviseurs locaux ;

- la non maîtrise du remplissage des fiches de collecte de routine;
- le mauvais choix des relais à Sokoro et à Gbéléban
- l'analphabétisme de la grande majorité des relais communautaires ;
- la non maîtrise de l'AVEC.

Au niveau des autres causes, on note à :

- Sokoro :
  - o des problèmes de cohésion sociale entre Sokoro 1 et Sokoro 2 ont plombé le processus de mise en place de l'AVEC de Sokoro 1.
  - o L'AVEC de Sokoro 2 n'a pas encore été mise en place pour des raisons inconnues
  - o Mauvaise compréhension de la planification des activités et mauvaise répartition des équipes de relais pour les VAD.
  - o Manque de coordination des activités.
  - o Incompréhension entre les acteurs pour le recensement des apprenants et la conduite des cours d'alphabétisation. Les moniteurs ont pensé qu'il revenait au superviseur local de recenser les candidats et pour ce dernier, cette tâche incombait aux premiers.
  - o Manque d'initiative dans l'identification d'un local consensuel pour les cours d'alphabétisation. A Sokoro 2, un endroit a été identifié mais aucune démarche n'a été effectuée vers les responsables du local pour sa mise à disposition pour les cours d'alphabétisation.
- Ouandinou :
  - o de très graves problèmes de cohésion sociale impliquant des acteurs politiques à la faveur de la reprise des élections législatives dans la circonscription électorale de Ouandinou. La tension très perceptible entre les états-majors et une suspicion généralisée entre les populations ont créé un climat délétère à la bonne mise en œuvre des activités.
  - o mauvaise foi de certaines femmes dans la mise en œuvre du processus AVEC. Elles ont accepté de prendre la caisse mais en l'utilisant dans la « tontine classique » en faisant fi du mécanisme de l'AVEC.
- Gbéléban :
  - o mauvais choix des moniteurs d'alphabétisation. Certaines personnes proposées n'ont pas le niveau ;
  - o désintérêt des populations pour l'alphabétisation
  - o mauvaise coordination des activités. Le superviseur de la localité ne maîtrise pas le remplissage des fiches. Il a induit les relais en erreur.
  - o non prise en compte de certaines réalités sociales comme la composition de la population sur la base des grandes familles (« kabla »). Tout le système de gestion de la cité est basé sur les grandes familles. Le choix des relais communautaires n'a pas obéi à cette règle.

A côté de ces difficultés, il y a des opportunités au niveau des sites d'intervention qui se résument à la disposition des différentes autorités à accompagner le projet.

A Sokoro, les autorités administratives avec le Sous-préfet en tête, sont engagées à faire reculer la pratique de l'excision. Les autorités coutumières et religieuses sont dans la même disposition d'esprit. Le Chef de Sokoro 1 le manifeste bien par ces propos : « Ma femme a participé à une formation de la Fondation Djigui. J'ai personnellement participé à des réunions sur les questions

d'excision et de mariage d'enfants et je pense que les activités du projet sont bien venues. Depuis qu'on a dit que c'est interdit, je n'ai pas connaissance de la pratique ici. Les gens se cachent certainement pour faire l'excision. Les petites filles qui sont sous mon contrôle ne sont pas excisées et elles ne le seront pas. En tant qu'auxiliaire de l'administration, je suis très stricte sur le respect des règles et des lois. ». Le Chef de Sokoro 2 va dans le même sens : « La démarche nous convient. Des personnes ne peuvent pas abandonner leurs familles et parcourir plus d'un millier de kilomètre pour venir nous parler de quelque chose qui ne serait pas sérieuse. Ils sont venus nous aider et nous devons comprendre que c'est dans notre intérêt d'abandonner ces pratiques néfastes ».

A Ouaninou, le Préfet, le Chef de Canton, l'Imam Principal affichent leur disponibilité à promouvoir l'abandon des mutilations génitales féminines dans leur localité. Le Chef de Cabinet du Préfet estime que le projet est une opportunité pour le département et que le Préfet est disposé à jouer sa partition pour l'atteinte des résultats du projet qui concourent au bien-être de la femme et de la fille de Ouaninou. Le Chef de Canton adhère totalement au projet et marque sa disponibilité à appuyer les activités du projet. L'Imam a prodigué de nombreux conseils à l'équipe du projet. Il a exhorté les relais communautaires à la patience et à l'endurance dans la mise en œuvre des activités. Il a indiqué que les changements de comportement sont lents à se réaliser et que seule la persévérance paie.

A gbéléban, le Préfet a donné instruction à tous ses collaborateurs et tous les services administratifs concernés par la thématique à s'impliquer dans les activités du projet en vue de mettre fin aux MGF. Il a fortement apprécié la méthodologie de travail de la Fondation qui consiste à les associer à la mise en œuvre du projet. Il a précisé que cette façon de travailler tranche avec celle des autres ONG qui viennent présenter les civilités et disparaître par la suite.

## **VI. RESULTATS DE PROCESSUS ENREGISTRES**

### **VI.1 Résultats de processus de Sokoro**

- ❖ En dépit des problèmes mentionnés plus haut, les interviews individuelles et de groupes ainsi que les visites de terrain ont permis à l'équipe de suivi d'identifier des évidences qui montrent clairement les progrès réalisés par le projet dans la mise en œuvre des activités et l'atteinte des résultats de processus. En effet, parmi les 20 relais formés à Sokoro, une femme dit avoir sensibilisé des femmes qui, au cours des échanges envisageaient faire exciser leurs filles du côté du Mali. Elle leur a décrit les conséquences néfastes des mutilations génitales féminines telles qu'appriés au cours de la formation. Elle estime les avoir convaincus d'abandonner cette idée.



*Un aperçu des entretiens réalisés avec les femmes de Sokoro 1 (à gauche) et de Sokoro 2 (à droite)*

Cela peut être considéré comme quelque chose d'encourageant allant dans le sens de sauver des filles par la prévention. Ce n'est pas encore un résultat de processus mais c'est un bon début et un suivi nous dira si des filles ont pu être sauvées par l'action de cette relais communautaire. Au demeurant, cette situation montre l'intérêt d'avoir choisi la localité frontalière de Sokoro parce que la scène décrite se déroule au Mali. Les mouvements de personnes occasionnés par les jours de marché de part et d'autre de la frontière ont permis de toucher du doigt la réalité de cette pratique au Mali voisin où il n'y a pas encore de loi réprimant la pratique de l'excision.

- ❖ Il y a également le Chef de Sokoro 1 qui a mobilisé ses sujets nuitamment pour que tous puissent être témoins des messages qui sont véhiculés sur les thématiques abordés au cours de la formation des relais communautaires à savoir : les mutilations génitales féminines, le mariage des enfants, la cohésion sociale, l'hygiène corporelle et environnemental.

### **VI.1.1 Points forts identifiés**

L'équipe de suivi a pu identifier les points forts suivants :

- La qualité de la formation reçue par les relais communautaires
- La volonté affichée de certaines femmes à dépasser leur handicap d'illettrisme pour mener les activités de sensibilisation
- La mobilisation des chefs coutumiers notamment le chef de Sokoro 1 à œuvrer pour que force reste à la loi notamment en ce qui concerne la pratique des mutilations génitales féminines

### **VI.1.2 Les points faibles identifiés**

Les points faibles suivants ont été relevés :

- Le mécontentement de la présidente de Sokoro 1 (elle estime qu'il n'appartient pas à une personne de Sokoro 2 de venir former et installer l'Association Villageoise d'Epargne et de Crédit (AVEC) de Sokoro 1)
- Le choix complaisant des relais communautaires
- La mauvaise planification des activités
- La mauvaise coordination des équipes de relais communautaires
- L'inefficacité dans le remplissage des fiches
- La manque d'harmonie entre les équipes de Sokoro 1 et de Sokoro 2
- Le manque de supports de sensibilisation (surtout avec des images)

### **VI.1.3 Les recommandations**

- Le coaching des relais communautaires par le point focal de Minignan sur les techniques d'animation des VAD, des focus group, des sensibilisations de masse
- Faire une meilleure planification des activités avec une meilleure composition d'équipes de relais
- Trouver deux sites pour l'alphabétisation respectivement pour Sokoro 1 et Sokoro 2
- Renforcer la sensibilisation des communautés sur l'intérêt de l'alphabétisation
- Renforcer les relais sur le remplissage des fiches
- Organiser des rencontres régulières entre le point focal et l'ensemble des relais pour faire le point de la mise en œuvre des activités en vue de corriger les erreurs le cas échéant.
- Tenir compte de l'organisation sociale de la localité faite de « kabla » (grande famille) dans le choix des personnes à alphabétiser et des autres aspects du projet (relais communautaires, AVEC)

## VI.2 Résultats de processus de Ouaninou

- ❖ Un fait marquant à Ouaninou. Une des relais communautaires a mentionné avoir commencé les VAD en équipe de 3. Elles ont été confrontées à un chef de ménage, partisan des mutilations génitales parce que prescrit par l'Islam. Les échanges ont été parfois difficiles et elles n'étaient pas assez outillées pour convaincre leur interlocuteur. Elles se sont retirées en promettant revenir soit avec des arguments solides, soit avec des personnes ressources pour convaincre ce cas difficile. Ce compte rendu tranche avec le discours qu'on entend ou qu'on lit dans les rapports : « tout s'est bien passé, tout le monde a compris le message ». Les activités de sensibilisation n'ont véritablement pas commencé qu'il y a déjà quelqu'un à convaincre de la nécessité de renoncer à la pratique des mutilations génitales féminines.
- ❖ La mise en place d'un cadre de concertation sur la question des mutilations génitales féminines.

Ce cadre regroupe le Préfet représenté par son Chef de cabinet, le point focal de la FDGE, le Chef de canton, l'Imam, la présidente des femmes, le représentant de l'hôpital, le représentant de l'éducation nationale. Il marque l'engagement des parties prenantes à œuvrer pour faire abandonner la pratique des mutilations génitales féminines. En l'absence du Préfet, c'est le Chef de cabinet de la Préfecture qui a présidé cette réunion. C'est à la fois un mécanisme de suivi et d'évaluation des activités mais aussi le lieu où seront soulevées toutes les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du projet en vue de susciter des solutions locales.



*Photo de famille des membres du cadre de concertation*

### VI.2.1 Points forts identifiés

- L'engagement des leaders communautaires : Chef de canton, Imam, présidente des femmes à faire avancer le projet ;
- La détermination de plusieurs relais communautaires à travailler dans le sens de l'abandon des mutilations génitales féminines ;
- La mise en place d'un cadre d'échanges sur les mutilations génitales féminines.

### VI.2.2 Points faibles identifiés

- L'ignorance des techniques de VAD

- L'analphabétisme de la majorité des relais communautaires
- Difficultés de remplissage des fiches par les relais communautaires

### VI.2.3 Recommandations

- Renforcer le coaching des relais par un encadrement du point focal de Touba. Les premières informations recueillies par les relais sont assez intéressantes. Un meilleur encadrement permettra de capter des faits importants qui pourront concourir à l'atteinte des résultats.
- S'appuyer sur le Chef de Canton et l'Imam pour faire passer des messages à l'occasion des regroupements. Leur engagement est un atout pour le bon déroulement des activités du projet.
- Organiser des rencontres régulières entre le point focal et l'ensemble des relais pour faire le point de la mise en œuvre des activités en vue de corriger les erreurs le cas échéant.

### VI.3 Résultats de processus de Gbéléban

- ❖ Ici, les activités de sensibilisation ont démarré mais les relais manquent de méthodologie. Des entretiens, il ressort qu'une des relais communautaires a essayé de sensibiliser des dames du côté de la Guinée à l'occasion d'un de ses nombreux déplacements. Elles lui ont rappelé qu'elles étaient en Guinée et que rien ne pouvait les empêcher de faire exciser leurs filles. Cette scène vient renforcer l'idée que les acquis de la Côte d'Ivoire en matière de sensibilisation pour la promotion de l'abandon des mutilations génitales féminines peuvent être fragilisés par cette proximité avec la Guinée.
- ❖ La mise en place du cadre de concertation autour des mutilations génitales féminines



*Première réunion du cadre de concertation présidée par le Préfet*

Le Préfet de Gbéléban en plus de présider en personne la séance, a traduit tout son engagement au cours de cette assise. Il a exhorté les chefs de service, les chefs traditionnels (chef de village et chef de terre), les femmes à redoubler d'effort et de vigilance pour contrer les nouvelles stratégies des partisans de l'excision. En effet, à travers les entretiens, il ressort que les exciseuses viennent exercer leur métier sous l'aspect de vendeuses de médicament ou sous d'autres couvertures. Il est évident qu'elles bénéficient de certaines complicités à l'intérieur de Gbéléban. Le Préfet a

insisté sur sa disponibilité et celle de ses collaborateurs à œuvrer pour que cesse ces pratiques.

### **VI.3.1 Les points forts identifiés**

- La mise en place d'un cadre d'échange sur les mutilations génitales féminines
- L'appropriation du projet par le Préfet de Gbéléban
- L'implication de la Directrice du centre social de Gbéléban dans la mise en œuvre des activités
- La motivation et la mobilisation des relais communautaires pour les activités du projet.

### **VI.3.2 Les points faibles identifiés**

- Problème de supervision et de coordination des activités
- Faiblesse dans le remplissage des fiches
- Niveau insuffisant des moniteurs
- Désintérêt des populations pour les cours d'alphabétisation

### **VI.3.3 Recommandations**

- Renforcer le coaching des relais par un encadrement du point focal d'Odiénné. Les premières informations recueillies par les relais sont assez intéressantes. Un meilleur encadrement permettra de capter des faits importants qui pourront concourir à l'atteinte des résultats.
- Renforcer la coopération avec la Directrice du centre social en sollicitant son expertise vous les VAD (en terme de prise en charge psychosocial) et l'hôpital pour des données précises sur la prévalence des MGF à Gbéléban.
- Impliquer davantage les leaders communautaires et les guides religieux dans les activités de sensibilisation.

## **VII. CONSTATS SUR L'EXECUTION FINANCIERE**

Il ressort de la consultation du suivi budgétaire que 80% de la ligne consacrée aux activités a été utilisée. Les 20% de la ligne correspondent aux activités non réalisées. Il y a une sous consommation au niveau des activités de proximité et notamment en qui concerne les visites à domicile (VAD) et les focus group (1% du budget alloué). Cette situation est liée aux difficultés qui ont été énumérées plus haut sur les différents sites d'intervention.

## **VIII. OPPORTUNITES ET PROBLEMES RENCONTRES**

Au cours de la conduite des interviews individuelles et de groupes, des visites de terrain et d'observation, l'équipe de suivi a bénéficié de la collaboration constante et étroite des points focaux, des superviseurs, des relais communautaires, des leaders communautaires, des chefs et des guides religieux. La disponibilité des autorités locales a également facilité la collecte d'informations.

Il n'y a pas eu de difficultés dans le déroulement de la mission de suivi. Les parties prenantes ont pleinement coopéré et ont facilité le travail de l'équipe de suivi.

## **IX. LEÇONS APPRISSES**

Cette mission a permis à l'équipe de suivi de dégager les principales leçons suivantes :

- Les relais éprouvent d'énormes difficultés à mettre en œuvre les activités du projet. Ils affichent dans la plupart des cas une grande motivation mais ne sont pas suffisamment outillés pour dérouler efficacement les activités du projet.

- Le manque de planification des activités n'a pas permis d'atteindre les objectifs recherchés. Les points focaux ne planifient pas les activités avec les superviseurs des sites d'interventions pour à la fois définir les objectifs à atteindre mensuellement et composer les équipes pour plus d'efficacité dans le travail.
- Les points focaux ne disposent pas du tableau des indicateurs du projet afin de faciliter leur travail dans l'atteinte des résultats du projet.
- Les différents chefs coutumiers et guides religieux ont affiché leur disponibilité à accompagner la mise en œuvre du projet. Ils occupent une place de choix dans la hiérarchie sociale et leur voix est prépondérante. Ils ont facilité le déroulement de la mission et marqué leur adhésion aux objectifs du projet. Ce sont de puissants alliés dans l'atteinte des résultats du projet.
- Les autorités locales sont dans de très bonnes dispositions d'esprit pour la réussite du projet. Le degré d'implication n'est pas le même en fonction des sites d'information. A Gbéléban par exemple, le Préfet s'est totalement approprié le projet.
- Les populations des sites du projet sont fortement enracinées dans leur culture. De Sokoro à Gbéléban en passant par Ouaninou, le respect de l'organisation sociale est sacré. Ne pas en tenir compte dans la mise en œuvre des activités peut être préjudiciable pour l'atteinte des résultats du projet.
- La pratique transfrontalière est une réalité notamment à Sokoro et à Gbéléban où des récits de relais communautaires ont corroboré cet état de fait.

Relativement à ces leçons apprises, on peut formuler les recommandations suivantes :

- Poursuivre et bonifier l'encadrement des relais communautaires avec l'appui beaucoup plus constant des points focaux qui sont plus expérimentés et qui ont développé un savoir-faire dans la mise en œuvre des activités de sensibilisation de masse et de proximité. De plus, ils pourront faciliter la collecte de routine en encadrant les superviseurs et les relais au remplissage de fiches.
- Adapter la mise en œuvre des activités aux réalités locales notamment dans le choix des acteurs, dans les thématiques à aborder et dans les messages à véhiculer.
- Impliquer davantage les chefs communautaires et les guides religieux dans les activités du projet. Leur position hiérarchique et leur disponibilité sont une opportunité à exploiter dans la mise en œuvre des activités du projet.
- Associer les autorités locales autant que possible parce qu'elles représentent l'autorité de l'Etat et leurs messages passent assez vite auprès des populations.
- Etablir à travers les autorités locales et les autorités coutumières un pont avec leurs homologues des pays frontaliers à l'effet de développer des mécanismes adaptés pour faire reculer la pratique des mutilations génitales féminines et d'autres formes de violence à l'égard de la femme et de la fille.

## **X. CONCLUSION**

La mission de suivi a été opportune parce qu'elle a permis de toucher du doigt les réalités du terrain et comprendre les difficultés qui entourent la mise en œuvre des activités. On note une très bonne disposition des parties prenantes à œuvrer pour l'atteinte des résultats du projet. Il reste au staff projet de mettre en œuvre les différentes recommandations et procéder à une meilleure planification des activités en réajustant les « targets » en fonction des activités qui n'ont pas pu se tenir au cours de ce semestre. Il s'agit surtout de reprogrammer les activités de proximité (VAD, Focus group) et les sensibilisations de masse qui n'ont consommé qu'un pour cent du budget (1%).

En définitive, le projet a toutes les chances d'atteindre ses résultats mais il faut une nouvelle organisation du travail de terrain pour y arriver.

**ANNEXE 1 : MATRICE DE SUIVI DES PERFORMANCES DU PROJET**

<b>Indicateurs</b>	<b>Produits</b>	<b>Activités</b>	<b>Taux de réalisation</b>	<b>Observations</b>
<b>Renforcer les capacités et l'efficacité de groupes locaux et organisations de la société civile mobilisés autour des MGF/E</b>	Les membres 30 OBC identifiées et évaluées améliorent leurs connaissances sur les MGF	Identification et évaluation de 30 Organisations à base communautaire	75%	En bonne voie
		Renforcement des capacités organisationnelles et opérationnelles de 30 OBC	20 %	Mauvaise planification
	60 leaders communautaires améliorent leurs connaissances en MGF	Organisation de 03 sessions de formation sur les MGF, compétence de vie, droits de l'enfant et de la femme et Santé de la reproduction et sur l'accompagnement des survivantes	100%	
		Déconstruction des croyances, stéréotypes néfastes liées aux MGF à travers 900 séances de proximité et 30 séances de sensibilisation de masse (VAD, focus groupe, cérémonies, dans les écoles)	10%	Pas de planification et de répartition de rôle des relais communautaires
		Amélioration de la connaissance des populations sur les MGF à travers la production de supports de communication (Elaboration de 20 boîtes à images, 300 affiches, 450 dépliants, 04 kakémonos, 03 plaques de visibilité, 250 tee-shirt)	80%	En bonne voie. Il reste à produire les boîtes à images.

## ANNEXE II : TABLEAU RECAPITULATIF DES RECOMMANDATIONS

### TABLEAU DE SUIVI DES RECOMMANDATIONS

Recommandations	Responsables	Date de mise en œuvre	Observations
<b>Recommandations générales</b>			
Poursuivre et bonifier l'encadrement des relais communautaires avec l'appui beaucoup plus constant des points focaux qui sont plus expérimentés et qui ont développé un savoir-faire dans la mise en œuvre des activités de sensibilisation de masse et de proximité. De plus, ils pourront faciliter la collecte de routine en encadrant les superviseurs et les relais au remplissage de fiches.	Chef de projet Points focaux		
Adapter la mise en œuvre des activités aux réalités locales notamment dans le choix des acteurs, dans les thématiques à aborder et dans les messages à véhiculer.	Points focaux Superviseurs locaux		
Impliquer davantage les chefs communautaires et les guides religieux dans les activités du projet. Leur position hiérarchique et leur disponibilité sont une opportunité à exploiter dans la mise en œuvre des activités du projet.	Points focaux Superviseurs locaux		
Associer les autorités locales autant que possible parce qu'elles représentent l'autorité de l'Etat et leurs messages passent assez vite auprès des populations.	Chef de projet		
Etablir à travers les autorités locales et les autorités coutumières un pont avec leurs homologues des pays frontaliers à l'effet de développer des mécanismes adaptés pour faire reculer la pratique des mutilations génitales féminines et d'autres formes de violence à l'égard de la femme et de la fille.	Chef de Projet		
<b>Recommandations pour le site de Sokoro</b>			
Le coaching des relais communautaires par le point focal de Minignan sur les techniques d'animation des VAD, des focus group, des sensibilisations de masse	Point Focal		
Faire une meilleure planification des activités avec une meilleure composition d'équipes de relais	Point Focal Superviseur local		

Trouver deux sites pour l'alphabétisation respectivement pour Sokoro 1 et Sokoro 2 Renforcer la sensibilisation des communautés sur l'intérêt de l'alphabétisation	Superviseur local		
Renforcer les relais sur le remplissage des fiches	Point focal		
Organiser des rencontres régulières entre le point focal et l'ensemble des relais pour faire le point de la mise en œuvre des activités en vue de corriger les erreurs le cas échéant.	Point focal Superviseur local		
Tenir compte de l'organisation sociale de la localité faite de « kabla » (grande famille) dans le choix des personnes à alphabétiser et des autres aspects du projet (relais communautaires, AVEC)	Superviseur local		
<b>Recommandations pour le site de Ouaninou</b>			
Renforcer le coaching des relais par un encadrement du point focal de Touba. Les premières informations recueillies par les relais sont assez intéressantes. Un meilleur encadrement permettra de capter des faits importants qui pourront concourir à l'atteinte des résultats.	Point focal		
S'appuyer sur le Chef de Canton et l'Imam pour faire passer des messages à l'occasion des regroupements. Leur engagement est un atout pour le bon déroulement des activités du projet.	Superviseur local		
Organiser des rencontres régulières entre le point focal et l'ensemble des relais pour faire le point de la mise en œuvre des activités en vue de corriger les erreurs le cas échéant.	Point focal Superviseur local		
<b>Recommandations pour le site de Gbéléban</b>			
Renforcer le coaching des relais par un encadrement du point focal de Touba. Les premières informations recueillies par les relais sont assez intéressantes. Un meilleur encadrement permettra de capter des faits importants qui pourront concourir à l'atteinte des résultats.	Point focal Superviseur local		
Renforcer la coopération avec la Directrice du centre social en sollicitant son expertise vous les VAD (en terme de prise en charge psychosocial) et l'hôpital pour des données précises sur la prévalence des MGF à Gbéléban	Point focal		
Impliquer davantage les leaders communautaires et les guides religieux dans les activités de sensibilisation.	Point focal		

### ANNEXE III : QUELQUES PHOTOS DE LA MISSION



Une vue de la séance de travail avec les femmes de Sokoro 1 à gauche et les femmes de Sokoro 2 à droite



Le Chef de canton et l'Imam de Ouaninou respectivement encadré par l'équipe de suivi à gauche et à droite



Séance de travail avec les relais communautaires de Ouaninou



Réunion de mise en place du cadre de concertation sur les MGF à Gbéléban présidée par le Préfet



Observation d'un focus group à Ouaninou